

conçu d'une municipalité. J'ai eu l'avantage de siéger les deux dernières années dans un comité institué afin d'explorer les ramifications du renouvellement urbain d'Hamilton— il s'agissait de quelque 270 acres, qui n'étaient pas d'ailleurs dans ma circonscription.

Je répète que ce n'est pas l'aspect financier qui pose le seul problème. Une partie de la difficulté réside dans les relations à établir et les négociations qu'il faut entreprendre avec tant d'autorités diverses. Il est d'ailleurs fort satisfaisant de constater que le gouvernement de l'Ontario est tous les jours en rapport avec le gouvernement fédéral à ce sujet et que celui-ci assume la moitié du coût de ces entreprises en Ontario, alors que le gouvernement de la province en défraye le quart. Si l'opposition annonce qu'elle offrira une chose sans précédent, ce n'est qu'une façon, d'ailleurs vaine, de se soustraire à son devoir, puisqu'elle n'a rien fait autrefois.

Dans le domaine général de l'habitation, le gouvernement actuel devrait s'attribuer tout le crédit pour les mesures qu'il a prises afin d'aider les municipalités et la population du Canada en leur permettant d'entreprendre la construction d'habitations, non seulement destinées à la vente, mais à la location. Il est, à mon avis, nettement établi qu'en ce qui concerne tous les aspects de l'habitation, le gouvernement actuel s'est bien acquitté de sa tâche et a pris des mesures bienfaisantes pour le Canada.

J'ai clairement mentionné les études sur le réaménagement urbain, les programmes de réaménagement urbain et les prêts pour l'épuration des eaux-vannes. J'aimerais attirer l'attention sur les réalisations du domaine des prêts à faible intérêt où le gouvernement prête à long terme aux municipalités ou aux entrepreneurs privés les fonds nécessaires pour leur permettre de construire des habitations à bon marché destinées aux groupes de travailleurs gagnant de \$3,950 à \$4,200 par an et, cela va de soi, aux vieilles gens de l'endroit dont le revenu est très inférieur à \$1,500 par an. Pareille initiative est probante de la largesse de vue avec laquelle le gouvernement exécute son programme.

Il ne faut pas oublier qu'on est également redevable au gouvernement de l'accélération du programme de prêts destinés aux améliorations domiciliaires, dont nous avons précédemment parlé. Jusqu'à 1957, nos prédécesseurs les libéraux avaient consacré environ 57 millions de dollars à cette initiative. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement conservateur a distribué 180 millions de dollars pour le même but. Au cours des cinq dernières années, le prêt direct du gouvernement ou de la Société centrale d'hypothèques et de logement compte parmi l'une des meilleures réalisations. Jusqu'à la fin de 1961,

outre les chiffres que j'ai déjà mentionnés, 1,225 millions de dollars ont été consacrés au domaine du prêt direct.

En lisant ou en écoutant les débats d'il y a quelques années, alors que le rapport économique du ministère du Commerce était révélé à la Chambre, et alors que ce rapport indiquait nettement que l'industrie du bâtiment souffrait d'un ralentissement cyclique au début de 1957, le gouvernement libéral, qui s'apprêtait à des élections, n'a absolument rien fait pour y remédier. S'il avait pris ses responsabilités sérieusement dans ce domaine, je suis d'avis que le problème du chômage au début de la récession aurait été résolu dans une grande mesure.

Il y a bon nombre de questions que j'aimerais soulever aujourd'hui, monsieur le président. Cependant, il en est une en particulier que j'aimerais signaler, à savoir la façon dont le parti libéral se comporte à la Chambre des communes. L'honorable député de Coast-Capilano a fait une observation l'autre jour. A la fin de son discours, il a dit qu'il avait suivi l'exemple des grands hommes de notre temps, à savoir MM. C. D. Howe et Walter Gordon. Dans ses observations, il a dit qu'on devrait simplifier le régime en soulageant les producteurs du fardeau fiscal pour placer celui-ci sur les épaules des consommateurs. Cette affirmation m'a indiqué clairement que c'était l'ancien parti libéral qui parlait, car la seule façon dont on peut taxer le consommateur c'est au moyen d'une taxe de vente et d'une taxe d'accise sur les denrées que la population achète chaque jour. La population du Canada dans son ensemble se rendra compte, je crois, que les anciens maîtres du vieux parti libéral s'infiltrèrent de nouveau dans l'arène politique au pays, et qu'ils font les mêmes choses qu'ils ont faites dans le passé.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté le député d'Essex-Est faire la louange du Conseil national de la productivité et inciter le gouvernement à examiner le rapport du Conseil lorsque le Parlement en sera saisi. Si j'ai bonne mémoire, quand on a présenté la mesure pertinente à la Chambre des communes, il y a quelques années, les membres du parti libéral, voire les députés socialistes, se sont gaussés de l'initiative, qu'ils n'estimaient pas très souhaitable. Ils se sont moqués du gouvernement qui essayait d'aplanir les rapports entre le salariat et le patronat, pour que nous puissions améliorer, grâce à la collaboration, le secteur industriel de notre société. Je suis fort heureux de constater que le député en cause, après avoir, semble-t-il, critiqué l'initiative, exhorte le gouvernement à étudier le rapport pour que les ouvriers et les industriels de tout le Canada en bénéficient.